



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 juin 2022

Rapport financier semestriel

1. Profil de Lydec.....	2
2. Faits marquants au 30 juin 2022.....	4
3. Synthèse de l'évolution des résultats.....	5
4. Analyse de la marge de distribution des fluides et des autres produits	6
5. Excédent Brut d'Exploitation	10
6. Autres produits et charges.....	11
7. Besoin en Fonds de Roulement	11
8. Flux de Trésorerie.....	12
9. Bilan simplifié de Lydec au 30 juin 2022.....	13
10. Investissements	14
11. Actif circulant	15
12. Situation de Trésorerie nette	17
13. Financement LT.....	17
14. Passif circulant	18
15. Informations sur le capital de la société	21
Comptes sociaux semestriels de Lydec au 30 juin 2022	22
Liste des communiqués de presse publiés par l'émetteur	31

1. Profil de Lydec

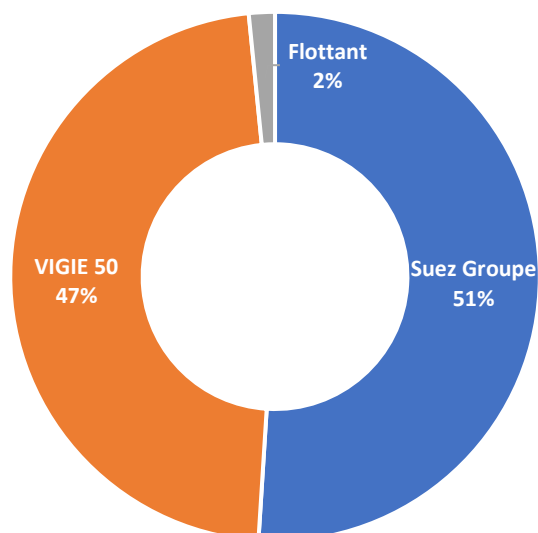
Mission

Créée en 1995, Lydec gère la distribution d'eau et d'électricité, la collecte des eaux usées et pluviales et l'éclairage public pour 5 millions d'habitants de la Région du Grand Casablanca (Maroc) dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée d'une durée de 30 ans signé en 1997 entre l'Autorité Délégante (Communes de Casablanca, Mohammedia et Aïn Harrouda), l'Autorité de tutelle (le ministère de l'Intérieur) et le Déléguataire (Lydec). Le contrat arrive à échéance le 31 juillet 2027.

Valeurs

- › Orientation Client
- › Innovation
- › Intégrité

Répartition du capital au 08 juin 2022



Suez Groupe SAS
 Filiale de Veolia Environnement
Vigie 50 SAS
 Filiale de Veolia Environnement
Veolia Environnement
 Multinationale française, chef de file mondial des services collectifs. Veolia commercialise des services de gestion du cycle de l'eau, gestion et valorisation des déchets et gestion de l'énergie à une clientèle composée de collectivités locales et d'entreprises.

Données clés S1 2022

Capital social

800 MDhs

Chiffre d'affaires

3 610 MDhs

Résultat net

-10 MDhs

3 115

Collaborateurs

Près de

19,54* milliards

de dirhams investis depuis 1997 au service du développement du Grand Casablanca et de la qualité du service aux clients

Plus de

1,46 million

de clients en eau

Plus de

1,13 million

de clients en électricité

Accessibilité des services

Interventions rapides

« dépannage »

24h/24 • 7j/7

* Investissements de la Gestion Déléguée exprimés en TTC, y compris charges indirectes et peines & soins

Lydec est une société anonyme à Conseil d'Administration et soumise aux dispositions des lois relatives aux sociétés anonymes et aux sociétés faisant appel public à l'épargne.

Objet social

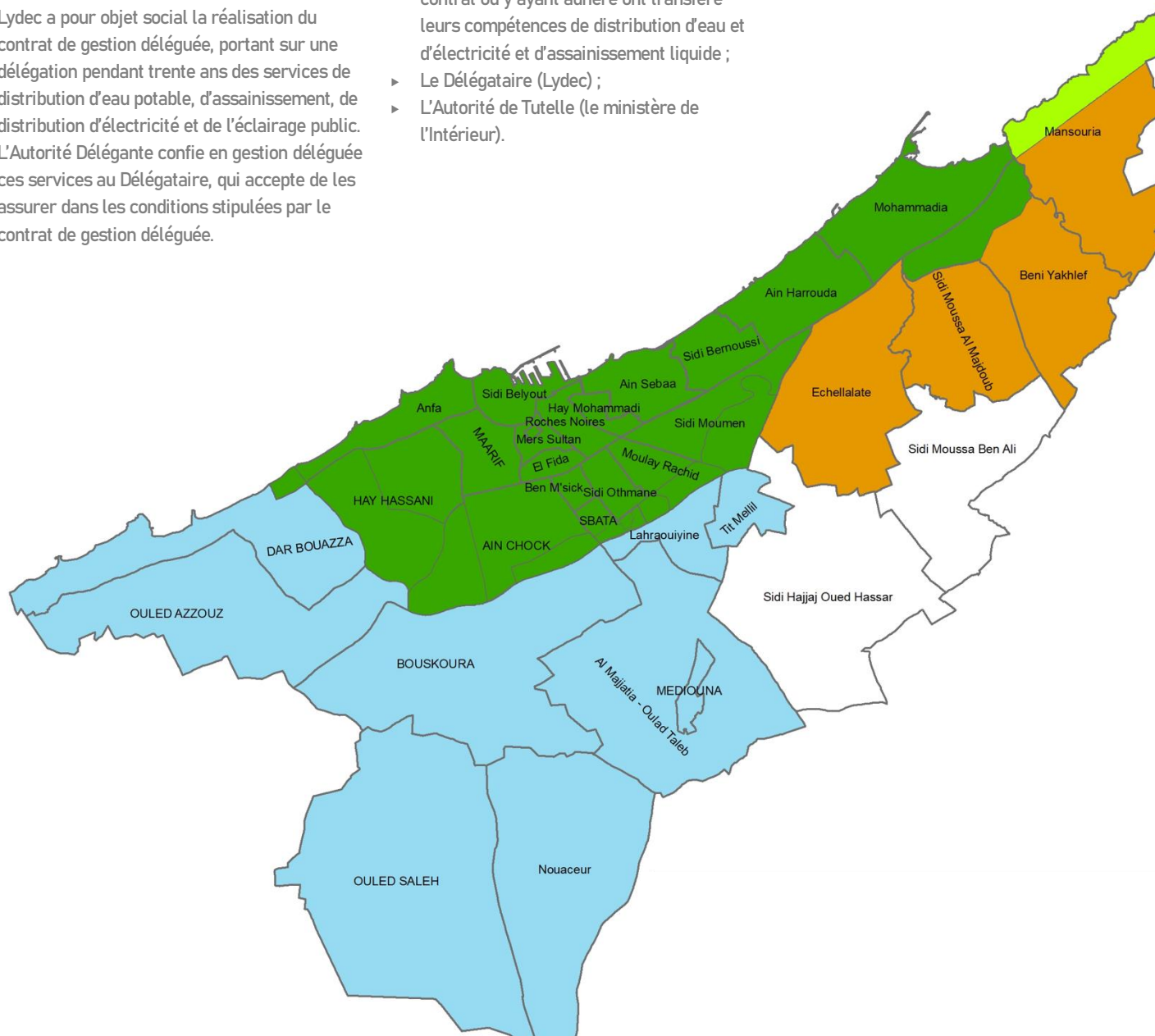
Lydec a pour objet social la réalisation du contrat de gestion déléguée, portant sur une délégation pendant trente ans des services de distribution d'eau potable, d'assainissement, de distribution d'électricité et de l'éclairage public. L'Autorité Délégante confie en gestion déléguée ces services au Délégataire, qui accepte de les assurer dans les conditions stipulées par le contrat de gestion déléguée.

Périmètre de la Gestion Déléguée

Les parties au contrat sont :

- ▶ L'Autorité Délégante, constituée de l'ECI Al Baida à qui les communes parties au contrat ou y ayant adhéré ont transféré leurs compétences de distribution d'eau et d'électricité et d'assainissement liquide ;
- ▶ Le Délégataire (Lydec) ;
- ▶ L'Autorité de Tutelle (le ministère de l'Intérieur).

Lydec exerce ses missions sur le périmètre de l'ECI, ainsi que sur la commune de Mansouria. Le contrat de gestion déléguée est régi par une gouvernance spécifique.



Légende

- Périmètre desservi par Lydec en eau, assainissement, électricité et éclairage public
- Périmètre desservi par Lydec en eau, assainissement et électricité
- Périmètre desservi par Lydec en eau et assainissement
- Périmètre ONEE sauf Riad Sidi Hejjaj
- Périmètre électricité Lydec

2. Faits marquants au 30 juin 2022

Changement de gouvernance :

À l'issue de l'OPA obligatoire de Veolia Environnement de concert avec Suez sur Lydec, et dans l'attente de l'autorisation des Autorités pour le transfert de Lydec vers Suez, VEOLIA ENVIRONNEMENT détient indirectement depuis le 27 mai 2022 la majorité du capital de Lydec. Les actionnaires institutionnels marocains ayant apporté leurs titres à l'OPA, les administrateurs les représentant ont présenté leur démission. M. Guillaume Pepy, Président du Conseil, a également présenté sa démission pour pouvoir se consacrer à sa nouvelle fonction de Président d'une autre grande entreprise en France. Le conseil d'administration a adopté à l'unanimité la décision de nomination de Monsieur Sébastien Daziano, administrateur de Lydec depuis l'Assemblée Générale du 8 juin 2022 en remplacement de Mme Ana Giros, en tant que président du conseil d'administration de Lydec.

Contrôle fiscal des exercices 2018, 2019 et 2020 :

Lydec fait l'objet d'une vérification de la part des services des impôts couvrant les exercices 2018, 2019 et 2020 concernant l'impôt sur les sociétés (IS), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'impôt sur le revenu (IR).

La période du contrôle s'étale sur 6 mois à partir du 18 mars 2022. Les travaux de revue sont en cours. A date, aucune notification de redressement n'a été émise.

Révision contractuelle du contrat de Lydec :

Poursuite des travaux de révision contractuelle durant le premier semestre 2022.

Audit de la gestion déléguée 2012-2020 :

Réception en mai 2022 des rapports définitifs des audits confiés à Auditas pour les missions couvrant les périodes 2012-2020. L'ensemble des redressements ont été rejetés par Lydec dans son courrier du 1^{er} juillet 2022.

Révisions tarifaires :

Poursuite des discussions avec les Autorités concernant les révisions économiques 2018 et 2019, notamment dans le cadre de la révision contractuelle. Le dossier n'ayant pas encore abouti, les impacts en termes de chiffre d'affaires supplémentaire n'ont pas été constatés dans les comptes arrêtés au 30 juin 2022. Par ailleurs, les indices de révision se sont de nouveau enclenchés le 1er juin 2022, un dossier a été transmis à l'Autorité Délégante pour examen et validation.

Audit de la cour des comptes :

Réception en mai 2022 du rapport d'observations provisoire de la Cour des Comptes dans le cadre de la mission d'évaluation du programme d'investissement en assainissement liquide relatif à la période 2009-2020. Lydec a répondu au rapport dans son courrier du 27 juin 2022, en apportant des éclaircissements et justifications sur l'ensemble des points soulevés.

OPA Véolia sur Suez et OPA obligatoire sur Lydec :

L'offre publique d'achat initiée en France par la société VEOLIA ENVIRONNEMENT SA (Veolia) sur les titres de la société Suez SA (Suez SA), détentrice à travers Suez Groupe (Suez Groupe) d'une participation de 51% du capital et des droits de vote de Lydec (Lydec) dont les actions sont admises à la cote de la Bourse de Casablanca, a été clôturée le vendredi 7 janvier 2022.

En conséquence, et conformément à la réglementation marocaine, une offre publique d'achat (l'OPA) obligatoire a été lancée conjointement par Veolia (devenu suite à l'OPA en France actionnaire à 51% de Lydec via la société Suez Groupe). Compte tenu de l'accord entre Veolia et le Consortium propriétaire de Suez (ex Sonate Bidco) selon lequel Lydec doit être transféré¹ à Suez, l'OPA obligatoire a été lancée conjointement avec le Consortium. A l'issue de l'OPA obligatoire qui s'est achevée le 17 mai 2022, Veolia détient, via ses filiales Suez groupe et VIGIE 50 AS, de 7 872 887 actions, représentant 98,41% du capital et des droits de vote de Lydec.

Conformément à l'article 28 de la loi 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier, la société VEOLIA ENVIRONNEMENT SA, agissant de concert avec sa filiale détenue à 100%, la société VIGIE 50 AS, a déposé auprès de l'AMMC, en date du 01 juin 2022, un projet d'offre publique de retrait obligatoire visant les actions Lydec. L'AMMC a déclaré recevable l'OPR en question, en date du 25 juillet 2022. Le calendrier de l'opération a été publié le 16 septembre 2022 sur le site de la bourse de casablanca.

Lydec est toujours dans l'attente de l'accord des autorités compétentes afin que l'opération de transfert de Lydec vers Suez (ex Sonate BidCo) puisse être menée à son terme¹.

Harmonisation du périmètre :

Des discussions se poursuivent avec les Autorités concernées afin de faire aboutir ce projet dans les meilleurs délais.

Changement des commissaires aux comptes :

Suite à l'expiration du mandat des cabinets Mazars et Ernst & Young, le Conseil d'administration a désigné les cabinets BDO et Fidaroc Grant Thornton, pour les exercices 2022, 2023 et 2024.

¹ Sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité Délégante, et l'approbation du ministère de Tutelle, non obtenues à date

3. Synthèse de l'évolution des résultats

En millions de dirhams	RE SI-2021	RE SI-2022	RE SI-2022	RE SI-2021
CA fluides	3.087	3.100	13	0,4%
CA travaux et autres recettes	369	510	141	38,1%
Chiffre d'affaires	3.456	3.610	154	4,5%
Marge de distribution	982	963	- 19	- 2,0%
Autres recettes	170	199	30	17,5%
Marge totale	1.152	1.162	10	0,9%
Charges d'exploitation hors coûts activés, redevances calculées, départs anticipés, impôts	- 631	- 642	- 11	- 1,7%
Indemnités départs anticipés	- 8	- 5	3 -	33,3%
Coûts activés	16	17	1	4,7%
Redevances calculées	- 75	- 76	- 1	- 1,2%
Impôts et taxes	- 3	- 5	- 1	- 38,2%
Total charges d'exploitation	- 700	- 710	- 10	- 1,4%
Excédent Brut d'Exploitation	452	452	1	0,1%
	En % du CA	13,1%	12,5%	
Dotations et reprises sur provisions	- 38	- 50	- 12	- 32,0%
Dotations aux amortissements	- 341	- 350	- 9	- 2,7%
Résultat opérationnel courant	73	52	- 21	- 28,5%
Résultat non courant	- 7	- 9	- 2	- 27,2%
Résultat financier	- 25	- 21	4 -	- 17,1%
Impôts sur les sociétés	- 33	- 32	0 -	- 1,2%
Résultat Net	8	10	- 18	- 227,4%

Le chiffre d'affaires à fin juin s'élève à 3 610 Mdhs en amélioration de 4,5 % par rapport à 2021 expliqué principalement par le chiffre d'affaires travaux.

En millions de dirhams	RE SI-2021	RE SI-2022	RE SI-2022	RE SI-2021
Chiffre d'affaires fluides	3.087	3.100	13	0,4%
Recettes et peines et soins travaux remboursables	111	138	27	24,4%
Autres produits (dont paratarifaire)	126	139	13	10,1%
Chiffre d'affaires Hors CA Fonds De Travaux	3.324	3.377	53	1,6%
Facturation et peines et soins Fonds De Travaux	132	233	101	76,2%
Total Chiffre d'affaires	3.456	3.610	154	4,5%

Les ventes de fluides sont en légère hausse de 0,4 % par rapport à 2021.

Les ventes travaux remboursables ainsi que les peines et soins y afférents sont en hausse de 24,4% par rapport à 2021.

La facturation des travaux financés par le Fonds de Travaux ainsi que les peines et soins y afférents augmentent de 76,2% par rapport à 2021 en corrélation avec l'avancement des réalisations FDT (Cf. 1.10).

La marge de distribution de 963 Mdhs en baisse de 19 Mdhs (-2 %) par rapport à 2021.

L'EBE ressort à 452 Mdhs est quasi stable vs.2021 (+0,1%).

Le résultat opérationnel courant s'établit à 52 Mdhs en baisse de 21 Mdhs par rapport à 2021 intégrant les dotations sur provisions en hausse de 12 Mdhs et les dotations aux amortissements qui augmentent de 9 Mdhs.

Le résultat non courant s'élève à -9 Mdhs constitué principalement de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfices.

Ainsi, le résultat net s'élève à -10 Mdhs en baisse de 18 Mdhs par rapport à 2021.

4. Analyse de la marge de distribution des fluides et des autres produits

4.1 MARGE DE DISTRIBUTION DES FLUIDES

En millions de dirhams	RE S1-2021	RE S1-2022	RE S1-2022 vs RE S1-2021
Chiffre d'affaires			
Montant	3.087	3.100	0,4%
Chiffre d'affaires hors césure			
Montant	3.075	3.107	1,1%
Achats hors autoconsommation			
Montant	2.105	2.137	1,5%
Marge	982	963	- 2,0%
Evolution de la marge			- 19,2
effet volume			7,8
effet prix			1,3
effet prix de vente			5,4
effet prix d'achat			- 4,0
effet rendement			- 9,2
effet césure			- 19,1
Evolution du Chiffre d'affaires			13,3
effet volume			27,1
effet prix			5,4
effet césure			- 19,1

La marge de distribution de 963 Mdhs est en baisse de 2% par rapport à l'exercice 2021 résultant de la marge de distribution eau en retrait de 13%.

4.2 ELECTRICITE

En millions de dirhams	RE S1-2021	RE S1-2022	RE S1-2022 vs RE S1-2021
Chiffre d'affaires			
Volume (GWh)	1.839	1.859	1,1%
PMV	1,207	1,211	0,3%
Montant	2.220	2.251	1,4%
Chiffre d'affaires hors césure			
Volume (GWh)	1.841	1.861	1,1%
PMV	1,207	1,211	0,3%
Montant	2.223	2.253	1,3%
Achats hors autoconsommation			
Volume (GWh)	1.983	2.012	1,4%
PMV	0,804	0,805	0,2%
Montant	1.594	1.620	1,6%
Rendement			
Volume (en %)	93,0%	92,6%	- 0,4%
Marge	625	631	0,9%

Evolution marge 5,5

effet volume	6,5
effet prix	3,9
effet prix de vente	6,6
effet prix d'achat	- 2,6
effet rendement	- 5,9
effet césure	1,0

La marge de distribution électricité est en hausse de 5.5 Mdhs vs 2021.

Les volumes vendus (hors césure) sont en hausse de 1.1% vs 2021. Les volumes d'achats progressent de 1,4% vs 2021.

- ▶ Les ventes des clients MT (hors césure) sont en hausse de 1.9% vs 2021 due à la reprise de l'activité des industriels. Néanmoins, ces ventes sont toujours en retrait de 5,3% vs. 2019.
- ▶ Les ventes aux particuliers (hors césure) sont en hausse de 0,7% vs 2021 (+1,2% vs. 2019) expliquée principalement par la reprise de l'activité des clients patentés (café, restaurant ...) après levée des restrictions de la crise sanitaire.
- ▶ Les ventes aux administrations (hors césure) sont en baisse de 0,3% vs. 2021 (-2% vs. 2019) due principalement à la baisse de l'éclairage public.

L'effet prix (prix moyen de vente – prix moyen d'achat) ressort à +3.9 Mdhs vs 2021 résultant des effets compensés de :

- Effet prix de vente +6.6 Mdhs : expliqué principalement par l'effet prix de ventes des clients particuliers (+6,7 Mdhs).
- Effet prix d'achat -2.6 Mdhs dont -1,4 Mdhs des clients particuliers et -1,1 Mdhs des industriels.

Le rendement à fin juin 2022 s'établit à 92,6% en retrait de 0,4 pt par rapport à 2021. Le rendement glissant sur 12 mois s'élève à 92,86%.

La césure est de -1,8 Mdhs contre -2,8 Mdhs sur la même période de 2021, soit un écart de 1 Mdhs.

4.3 EAU

En millions de dirhams	RE SI-2021	RE SI-2022		RE SI-2022 vs RE SI-2021
Chiffre d'affaires				
Volume (en Mm ³)	82	81	-	2,1%
PMV	8,167	8,167		0,0%
Montant	673	659	-	2,1%
Chiffre d'affaires hors césure				
Volume (en Mm ³)	81	81		0,5%
PMV	8,164	8,149	-	0,2%
Montant	662	663		0,3%
Achats hors autoconsommation				
Volume (en Mm ³)	106	107		1,1%
PMV	4,820	4,833		0,3%
Montant	510	517		1,4%
Rendement				
Volume (en %)	76,6%	76,1%	-	0,6%
Marge	163	142	-	12,9%
Evolution marge			-	20,9
effet volume				0,7
effet prix			-	2,6
effet prix de vente			-	1,2
effet prix d'achat			-	1,4
effet rendement			-	3,3
effet césure			-	15,7

La **marge de distribution eau** baisse de 20.9 Mdhs vs. 2021.

Les **volumes vendus** (hors césure) affichent une légère hausse de 0.5% vs 2021. Les achats d'eau augmentent de 1.1% vs. 2021 :

- ▶ **Les ventes aux particuliers** (hors césure) augmentent de 0.6% vs 2021 résultant de l'effet compensé de la poursuite d'évolution du nombre de clients à +4,2% vs. 2021 et de la baisse de la consommation unitaire de 4,1% vs 2021.
- ▶ **Les ventes aux industriels** (hors césure) sont en hausse de 6.9% vs 2021 due à la reprise de l'activité des industriels.
- ▶ **Les ventes aux administrations** (hors césure) sont en baisse de 3,5% vs. 2021.

L'**effet prix** (prix moyen de vente – prix moyen d'achat) s'élève à -2,6 Mdhs par rapport à 2021 en lien avec le segment Clients particuliers.

Le **rendement** eau à fin juin 2022 s'établit à 76.1% en baisse de 0.6% par rapport à 2021. Le rendement glissant sur 12 mois s'élève à 76,05%.

La **césure** est de -4.4 Mdhs contre +11.4 Mdhs sur la même période de 2021, soit un écart de -15.7 Mdhs.

4.4 ASSAINISSEMENT

En millions de dirhams	RE SI-2021	RE SI-2022	RE SI-2022 vs RE SI-2021	
Chiffre d'affaires				
Volume (en Mm ³)	80	78	-	2,3%
PMV	2,436	2,445		0,4%
Montant	194	190	-	1,9%
Chiffre d'affaires hors césure				
Volume (en Mm ³)	78	78		0,3%
PMV	2,437	2,437		0,0%
Montant	190	191		0,3%
Marge	194	190	-	1,9%
Evolution marge			-	3,7
effet volume				0,7
effet prix				0,0
effet prix de vente				0,0
effet prix d'achat				
effet rendement				
effet césure			-	4,4

Le chiffre d'affaires assainissement liquide est en baisse de 3.7 Mdhs vs. 2021.

L'évolution des ventes est corrélée à celle de l'eau, à l'exception des ventes réalisées aux clients industriels non raccordés au réseau d'assainissement.

4.5 MARGE SUR LES AUTRES ACTIVITES

En millions de dirhams	RE SI-2021	RE SI-2022	RE SI-2022	RE SI-2021
Chiffre d'affaires fluides	3.087	3.100	13	0,4%
Marge de distribution	982	963	- 19	-2,0%
Autres recettes	170	199	30	17,5%
dont Peines et soins Fonds de Travaux	8	17	9	114,7%
dont Marge travaux remboursables	41	49	9	21,1%
dont Location, entretien compteurs	69	71	2	2,3%
dont Autres produits	52	62	10	19,9%
Marge totale	1.152	1.162	10	0,9%

Les peines et soins sur les investissements financés par le Fonds de Travaux sont en hausse de 9 Mdhs par rapport à 2021.

La marge sur travaux remboursables est en hausse de 9 Mdhs par rapport à 2021.

Les locations et entretiens des compteurs enregistrent une légère hausse de 2 Mdhs par rapport à 2021.

Les autres produits totalisent 62 Mdhs en hausse de 10 Mdhs par rapport à 2021.

5 Excédent Brut d'Exploitation

En millions de dirhams	RE SI-2021	RE SI-2022	RE SI-2022	RE SI-2021
Marge totale	1.152	1.162	10	0,9%
Coûts opérationnels (hors indemnités de départ) (1)	- 550	- 557	- 7	1,2%
Charges du personnel (a)	- 362	- 363	- 1	0,3%
Charges hors masse salariale (c)	- 188	- 194	- 6	2,9%
Frais généraux (hors indemnités de départ) (2)	- 81	- 85	- 4	5,4%
Charges du personnel (b)	- 52	- 50	2	3,1%
Autres charges (d)	- 29	- 35	- 6	20,7%
Charges du personnel (hors indemnités de départ) (a+b)	- 414	- 413	1	0,1%
Total autres charges	- 217	- 229	- 11	5,3%
Charges d'exploitation hors coûts activé, redevances calculées, départs anticipés & impôts (1+2)	- 631	- 642	- 11	1,7%
Indemnités de départ	- 8	- 5	3	33,3%
Coûts activés	- 16	- 17	- 1	4,7%
Redevances et frais SPC	- 75	- 76	- 1	1,2%
Impôts et taxes	- 3	- 5	- 1	38,2%
Total charges d'exploitation	- 700	- 710	- 10	1,4%
EBE	452	452	1	0,1%

Les charges d'exploitation hors redevances, hors coûts activés, hors indemnités de départ sont en hausse de 1,7% rapport à l'année dernière, résultant de la hausse des charges hors masse salariale notamment les primes d'assurance, le renforcement des équipes de recherche de fuites et de recouvrement des créances clients.

Les redevances sont en hausse de 1,2% par rapport à 2021.

L'EBE ressort à 452 Mdhs est stable par rapport à 2021.

6 Autres produits et charges

En millions de dirhams	RE SI-2021		RE SI-2022		RE SI-2022 RE SI-2021	
Chiffre d'affaires	3.456		3.610	154	4,5%	
Total charges d'exploitation	- 700	-	710	- 10	1,4%	
Excédent Brut d'Exploitation	452		452	1 -	4,7%	
Dotations et reprises sur provisions	- 38	-	50	- 12	32,0%	
Dotations aux amortissements	- 341	-	350	- 9	2,7%	
Résultat opérationnel courant	73		52	- 21 -	28,5%	
Résultat non courant	- 7	-	9	- 2	27,2%	
Résultat financier	- 25	-	21	4 -	17,1%	
Impôts sur les sociétés	- 33	-	32	0 -	1,2%	
Résultat Net	8	-	10	- 18 -	227,4%	

Le solde des dotations et reprises de provisions totalise -50 Mdhs en hausse de 12 Mdhs par rapport à 2021 résultant de la hausse des dotations aux provisions clients et pour risques et charges (en lien avec la hausse des franchises assurances).

Les dotations aux amortissements s'élèvent à -350 Mdhs en augmentation de 9 Mdhs comparées à 2021 soit +2.7%.

Le résultat non courant s'élève à -9 Mdhs constitué principalement de la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiers.

Le résultat financier est de -21 Mdhs en amélioration de 4 Mdhs par rapport à 2021.

Le résultat net s'élève à -10 Mdhs en baisse de 18 Mdhs par rapport à 2021.

7. Besoin en Fonds de Roulement

	Arrêté juin-2021	Arrêté déc-2021	Arrêté juin-2022	Variation	Variation
En millions de dirhams	(1)	(2)	(3)	(3) - (2)	(3) - (1)
Actif circulant	4.230	3.997	4.432	435	202
Passif circulant	4.190	4.110	4.301	191	111
BFR	40	-113	132	244	92
Dividendes à payer	0	0	0	0	0
BFR retraité des dividendes à payer	40	-113	132	244	92

Le besoin en fonds de roulement est positif de 132 Mdhs contre 40 Mdhs au 30 juin 2021 soit un besoin supplémentaire de 92 Mdhs. Il est en retrait de 244 Mdhs par rapport au 31 décembre 2021 résultant principalement de :

- ▶ La hausse des créances clients pour 266 Mdhs (Cf. 11.2).
- ▶ La hausse des dettes fournisseurs pour 26 Mdhs (Cf. 14.1).

8. Flux de Trésorerie

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2021 (1)	Arrêté juin-2022 (2)	Variation (2) - (1)
Capacité d'autofinancement	349	340	-9
Variation dépôt de garantie	19	18	-1
Variation de BFR	-182	-244	-62
Investissements	-127	-100	27
Subventions d'Investissement	0	0	-
Free Cash Flow	58	14	-44
Dividendes	0	-64	-64
Free Cash Flow net des dividendes	58	-50	-108
Dette nette d'ouverture (31/12/N-1)	1 345	995	-350
Dette nette de clôture	1 287	1 045	-242

La capacité d'autofinancement s'élève à 340 Mdhs en baisse de -9 Mdhs par rapport au premier semestre 2021 due essentiellement à la dégradation de marge de distribution de 19 Mdhs.

Le cash-flow libre est positif de 14 Mdhs. Il est en retrait de 44 Mdhs par rapport à juin 2021 sous l'effet de :

- ▶ La baisse de la CAF pour 9 Mdhs ;
- ▶ La baisse de la variation du BFR pour 62 Mdhs ;
- ▶ Une baisse des investissements de 27 Mdhs.

L'endettement net s'établit à 1 045 Mdhs en baisse de 242 Mdhs par rapport au 30 juin 2020. Le ratio dette nette/ EBE s'établit à 2,31 en juin 2022 vs. 2,85 en juin 2021.

9. Bilan simplifié de Lydec au 30 juin 2022

Actif	En millions de dirhams		Passif	En millions de dirhams	
	déc-21	juin-22		déc-21	juin-22
Domaine concédé net	13 843	13 734	Droits de l'Autorité Délégante	13 843	13 734
Fonds de retraite (valeurs)	172	90	Fonds de retraite (dettes)	172	90
			Financement retraite- principal	2 004	1 694
			Dette de l'Autorité Délégante	-2 004	-1 694
Total Actif - Domaine Délégué	14 015	13 824	Total Passif - Domaine Délégué	14 015	13 824
Actif Immobilisé			Financement Permanent		
Financement Lydec : Brut	10 198	10 296	Capital Social	800	800
Financement Lydec : Amort	-6 783	-7 113	Réserve légale	80	80
Financement Lydec : Net	3 415	3 183	Autres réserves	169	169
			Report à nouveau	717	720
			Résultat de la période	67	-10
			Capitaux propres	1 833	1 759
Actif Immobilisé domaine privé : Brut	1 257	1 252	Subventions d'Investissement	5	5
Actif Immobilisé domaine privé : Amort	-1 149	-1 162	Capitaux Propres Assimilés	5	5
Actif Immobilisé domaine privé : Net	109	90			
Immobilisations Financières	2	1	Financement LT et Emprunts	1 208	1 151
Total Actif Immobilisé- Domaine Privé	3 525	3 275	Dépôts de garantie clients	579	598
			Provisions pour Risques et Charges		
Actif Circulant hors fonds externes	3 356	3 681	Financement permanent	3 625	3 512
Fonds externes	641	751			
Total actif circulant	3 997	4 432	Passif Circulant hors Fond de Travaux	3 775	3 764
Trésorerie - Actif	596	232	Fonds de Travaux	334	537
Total Actif - Domaine Privé	8 118	7 940	Total passif circulant	4 110	4 301
			Trésorerie - Passif	383	127
Total Général ACTIF	22 133	21 764	Total Passif - Domaine Privé	8 118	7 940
			Total Général PASSIF	22 133	21 764

La structure du bilan de Lydec au 30 juin 2022 est caractérisée par :

- ▶ Des capitaux propres de 1 759 Mdhs en baisse de 74 Mdhs par rapport au 31 décembre 2021 après affectation du résultat 2021. Cette baisse est expliquée par la distribution des dividendes pour 64 Mdhs et le résultat déficitaire de la période pour 10 Mdhs.
- ▶ Un fonds de roulement positif de 237 Mdhs en augmentation de 137 Mdhs par rapport au 31 décembre 2021 intégrant le remboursement des emprunts pour 57 Mdhs.
- ▶ Un besoin en fonds de roulement positif de 132 Mdhs contre -113 Mdhs en 2021.
- ▶ Un endettement net de 1 045 Mdhs en hausse de 50 Mdhs par rapport au 31 décembre 2021 (995 Mdhs).

10. Investissements

Le tableau ci-dessous présente la situation des investissements par type de financement au 30 juin 2022

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2021 (1)	Arrêté juin-2022 (2)	Variation (2) - (1)
Déléataire (y compris frais indirects)	127	100	-27
Domaine concédé	122	99	-23
Domaine privé	5	1	-4
Charges à répartir	0		0
Fonds de travaux (y compris peines & soins et TVA)	158	278	120
Tiers	78	89	11
Total	363	467	104

Les investissements financés par le déléataire s'élèvent à 100 Mdhs à fin juin 2022 contre 127 Mdhs au premier semestre 2021, soit une baisse de 27 Mdhs.

Par chapitre, ils se répartissent ainsi :

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2021 (1)	Arrêté juin-2022 (2)	Variation (2) - (1)
Infrastructure	70	16	-54
Répartition & Distribution	23	25	2
Renouvellement	63	56	-7
Moyens d'exploitation	2	3	1
Déléataire (y compris frais indirects)	158	100	-58

Les investissements financés par le Fonds de Travaux s'élèvent à 278 Mdhs en hausse de 120 Mdhs (+76%) par rapport au premier semestre 2021. Cette hausse est expliquée par l'achèvement des travaux relatifs aux grands projets lancés en 2019-2020 notamment (travaux de réalisation de la Station d'épuration (STEP) SAPINO, de l'adduction DN 500 eau potable et de la STEP des Abattoirs) et le lancement en 2022 de nouveaux grands projets qui sont en phase d'étude, adjudication ou démarrage de travaux notamment (Réservoir cote 200, Réservoir cote 110 Errahma / OAZ, Réservoir cote 110 Hay Hassani).

Les investissements financés par le FDT se répartissent comme suit :

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2021 (1)	Arrêté juin-2022 (2)	Variation (2) - (1)
Infrastructure	127	159	32
Répartition & Distribution	90	119	29
Fonds de travaux (y compris peines & soins et TVA)	217	278	61

Les investissements financés par les tiers s'élèvent à 89 Mdhs en hausse de 11 Mdhs rapport à la même période en 2021 (78 Mdhs).

11. Actif circulant

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté déc-2021 (1)	Arrêté juin-2022 (2)	Variation (2) - (1)
Actif Circulant			
Stock	38	50	11
Provision pour dépréciation des stocks	-9	-10	0
Compte clients	3 106	3 373	266
Provisions créances douteuses	-644	-683	-38
Personnel débiteur	48	46	-2
Etat débiteur	220	250	30
Débiteur CUC (Retraites)	442	464	22
Débiteurs divers	155	191	36
Compte trésorerie Fonds De Travaux	639	728	89
Compte trésorerie PIN, CDG, INMAE	2	23	21
Total actif circulant	3 997	4 432	435

11.1 STOCKS

Les stocks s'élèvent à 50 Mdhs en hausse de 11 Mdhs par rapport au 31 décembre 2021. Cette hausse est expliquée par le besoin de constituer un stock de sécurité des articles nécessaires à la continuité d'exploitation (compteurs, câbles...), afin de se prémunir contre toute éventuelle pénurie de ces articles sur le marché national et de se couvrir également contre les fluctuations des prix suite à la conjoncture économique mondiale (guerre en Ukraine).

La provision pour dépréciation des stocks a été mise à jour et n'a pas connu de variation significative au 31 décembre 2021.

11.2 COMPTE CLIENTS

La structure des créances clients au 30 juin 2022 s'établit comme suit :

En millions de dirhams	Arrêté juin-2021 (1)	Arrêté déc-2021 (2)	Arrêté juin-2022 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Collectivités	542	478	635	157	93
Administrations	160	173	190	17	30
Offices, Régies, ...	75	73	91	18	16
Administrations, Collectivités, ORD	776	723	916	193	139
Créance Conso Particuliers	906	791	887	96	-19
Créance Conso Bidonvilles	362	363	360	-3	-2
Créance Conso Industriels	260	154	227	73	-33
Créance Diverse et Labelma	51	53	40	-13	-11
FAE Consommations	384	451	382	-68	-2
Créance Conso Particuliers et Industriels	1.963	1.812	1.896	84	-67
Créances relatives aux consommations fluides	2.740	2.535	2.812	277	73
Créance Travaux Particuliers	3	3	3	0	0
Créance Travaux ADM, CL et ORD (hors Lotissements, yc Tramway)	102	117	131	15	29
Créance Travaux Industriels	10	11	4	-7	-6
Créance Travaux Lotissements	203	159	133	-26	-70
FAE Travaux	237	231	262	31	25
Créance Travaux	556	520	534	14	-22
Effets à recevoir	66	52	27	-26	-40
Produits accessoires	-	-	-	-	-
Fraudes	-	-	-	-	-
Total Créance Clients Brute	3.362	3.106	3.373	266	11
Provision Clients	-583	-644	-683	-38	-100
Total Créance Clients Nette	2.778	2.462	2.690	228	-88

Au 30 juin 2022 les créances clients brutes s'élèvent à 3 373 Mdhs et enregistrent une hausse de 266 Mdhs par rapport à la situation à fin décembre 2021.

Créances relatives aux consommations de fluides : +277 Mdhs vs. décembre 2021

- ▶ Les créances sur les collectivités sont en augmentation de 157 Mdhs, expliquée par la facturation des consommations au titre du premier semestre 2022 pour 168 Mdhs et l'encaissement partiel des arriérés de consommation des arrondissements pour 8 Mdhs. Par ailleurs, un projet de financement des créances collectivités est en cours de finalisation à travers un emprunt bancaire (partenariat Etat-Banques) destiné à apurer les arriérés des exercices 2020 et antérieurs des communes vis-à-vis de Lydec.
- ▶ Les créances sur les particuliers sont en hausse de 96 Mdhs par rapport à fin décembre 2021 (en baisse de 19 Mdhs vs. juin 2021). Cette hausse a été atténuée par le plan d'action lancé par Lydec visant à rattraper le retard d'encaissement des créances clients causé par l'état d'urgence sanitaire Covid-19. Ainsi les créances des clients particuliers portant sur 2021 et antérieur ont baissé de 226 Mdhs entre décembre 2021 et juin 2022.
- ▶ Les créances sur les industriels est en hausse de 73 Mdhs par rapport à fin décembre 2021 (en baisse de 33 Mdhs vs. juin 2021).
- ▶ Les créances sur les offices et régies sont en hausse de 18 Mdhs.
- ▶ Les créances sur les administrations sont en hausse de 17 Mdhs.

Créances relatives aux travaux : +14 Mdhs vs. décembre 2021

12. Situation de Trésorerie nette

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2021 (1)	Arrêté déc-2021 (2)	Arrêté juin 2022 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Trésorerie Lydec					
Placements OPCVM	123	286	80	-205	-43
Banques et Valeurs à encaisser	33	-73	24	97	-9
Crédits de Trésorerie	0	0	0	0	0
Caisses	1	0	1	1	-1
Trésorerie nette	158	213	105	-107	-52

Au 30 juin 2022 la **trésorerie nette** est de 105 Mdhs en baisse de 107 Mdhs par rapport à décembre 2021 due principalement à la vente des titres et valeurs de placement afin de financer les besoins de l'activité à court de terme.

13. Financement LT

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2021 (1)	Arrêté déc-2021 (2)	Arrêté juin-2022 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Emprunt obligataire	900	720	720	0	-180
Emprunt CMT	544	488	431	-57	-114
Financement LT et emprunt	1.444	1.208	1.151	-57	-294

Le **financement Long Terme** est en baisse de 294 Mdhs par rapport au premier semestre 2021, il est constitué de trois emprunts :

- ▶ Un emprunt obligataire levé en juillet 2010 pour 1 200 Mdhs remboursable annuellement par amortissements constants de 80 Mdhs sur 15 ans. Le solde de cet emprunt au 30 juin 2022 est de 320 Mdhs après remboursement de la onzième échéance en juillet 2021.
- ▶ Un emprunt obligataire levé en août 2020 pour 500 Mdhs remboursable annuellement par amortissements constants de 100 Mdhs sur 5 ans. Le solde de cet emprunt au 30 juin 2022 est de 400 Mdhs après remboursement de la première échéance en août 2021.
- ▶ Un emprunt bancaire contracté en juillet 2020 pour 600 Mdhs. Cet emprunt est remboursable sur 5 ans avec paiement semestriel. Le solde de cet emprunt au 30 juin 2022 est de 431 Mdhs après remboursement de la troisième échéance en février 2022.

14. Passif circulant

Au 31 décembre 2021, le passif circulant se décompose comme suit :

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté déc-2021 (1)	Arrêté juin-2022 (2)	Variation (2) - (1)
Passif Circulant			
Fournisseurs	1 983	2 009	26
Personnel	68	65	-3
Organisme sociaux	20	11	-9
Etat (impôts et TPPAN)	814	724	-90
Clients créditeurs	282	284	1
Créditeur RAD	13	13	0
Autres créditeurs	500	554	53
Provisions risques et charges	95	105	10
Fonds De Travaux (FDT)	334	537	202
Total passif circulant	4 110	4 301	191

14.1 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2021 (1)	Arrêté déc-2021 (2)	Arrêté juin-2022 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Fournisseurs de fluides	1.348	1.053	1.283	230	-65
ONEE, Branche électricité	929	678	907	229	-22
ONEE, Branche eau	332	287	289	2	-43
SEOER	87	88	87	-1	0
Autres fournisseurs locaux	133	193	163	-30	30
Fournisseurs étrangers	1	2	0	-2	0
Fournisseurs partenaires	4	3	1	-1	-2
Autres fournisseurs (FNP, RG...)	636	733	562	-171	-74
Total	2.121	1.983	2.009	26	-112

Le compte fournisseurs a connu une légère hausse de 26 Mdhs et s'établit à 2 009 Mdhs contre 1 983 Mdhs au 31 décembre 2021. Cette hausse est expliquée principalement par l'effet combiné de :

- ▶ La hausse de la dette ONEE pour 230 Mdhs.
- ▶ La baisse de la dette fournisseurs Factures Non Parvenues et des retenues de garanti pour 171 Mdhs ;
- ▶ La baisse de la dette des fournisseurs locaux (hors achats de fluides) pour 30 Mdhs ;

Lydec règle ses fournisseurs en moyenne entre 60 et 90 jours ; l'essentiel de ses achats étant encadrés par des marchés et des commandes.

14.2 FONDS DE TRAVAUX

Le solde du compte Fonds de Travaux a augmenté de 202 Mdhs expliqué par des mouvements de recettes à hauteur de 574 Mdhs et des dépenses de 372 Mdhs, expliqués comme suit :

En millions de dirhams	Flux exercice 2020	Flux 1er semestre 2021	Flux exercice 2021	Flux 1er semestre 2022
Dépenses :				
Investissements	594	158	507	278
Travaux tiers transférés	-	-	0	-
Prélèvements Fonds de retraite	174	87	174	87
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-
Redevances d'occupation du Domaine Public et servitudes	4	2	3	3
Créances Ville PI-BI, Ecp P1 CUC, autres	9	3	8	3
Charges liées à l'emprunt obligataire	1	-	1	0
Régularisations des dépenses	0	0	0	0
Financement du projet de réalisation des zones d'activités dédiées aux unités de production à risques	-	50	50	-
Total Dépenses	783	301	742	372
Recettes :				
Participations Facturées	665	480	878	550
Variation des impayés sur participations	-21	10	-7	-30
Contributions des bénéficiaires	12	7	13	5
Subventions reçues et à recevoir	3	116	162	45
Autres produits	8	5	11	1
Produits financiers	5	3	6	4
Régularisations des recettes	-	0	0	0
Total Recettes	672	620	1.064	574
Variation Compte FDT	-110	320	321	202
Solde initial FDT	123	13	13	334
Solde final FDT	13	333	334	537

Dépenses du Fonds de travaux :

- ▶ Les dépenses d'investissement FDT à fin juin 2022 s'élèvent à 278 Mdhs en hausse de 120 Mdhs par rapport à la même période en 2021 en raison :
 - de l'achèvement des travaux relatifs aux grands projets lancés en 2019-2020 notamment :
 - DN 500 AEP le long de la route Sidi Massaoud - étage 160 ;
 - Travaux de réalisation de la STEP SAPINO ;
 - STEP des abattoirs ;
 - Transfert des eaux usées du bassin versant "BOU C" à Bouskoura
 - et du lancement en 2022 de nouveaux grands projets qui sont en phase d'étude, adjudication ou démarrage de travaux notamment :
 - Réservoir cote 200 ;
 - Réservoir cote 110 Errahma / OAZ ;
 - Réservoir cote 110 Hay Hassani ;
 - Réservoir Dar Bouazza ;
 - Système HA ;
 - Collecteur P1 et délestage Sidi Bernoussi ;
 - Station de pompage eaux usées SPMTC Errahma.

Il est à rappeler que ces projets ont été impactés par la conjoncture économique mondiale marquée par la rareté des matières premières et la flambée des prix.

- ▶ **Le prélèvement Fonds de retraite** s'élève à 87 Mdhs correspondant au remboursement de l'échéance de l'emprunt obligataire contracté pour le financement de la retraite.

Recettes du Fonds de travaux :

- ▶ **Les participations facturées** au premier semestre 2022 s'élèvent à 550 Mdhs en hausse de 70 Mdhs par rapport à la même période en 2021. Ces participations sont réparties entre Lotisseurs (414 Mdhs), Particuliers (93 Mdhs), Industriels (22 Mdhs) et Administrations (20 Mdhs).
- ▶ **Les participations encaissées** au titre du premier semestre 2022 s'élèvent à 520 Mdhs en hausse de 30 Mdhs par rapport à la même période en 2021.
- ▶ **Les subventions reçues et à recevoir** au titre du premier semestre 2022 s'élèvent à 45 Mdhs.

15. Informations sur le capital de la société

REPARTITION DU CAPITAL

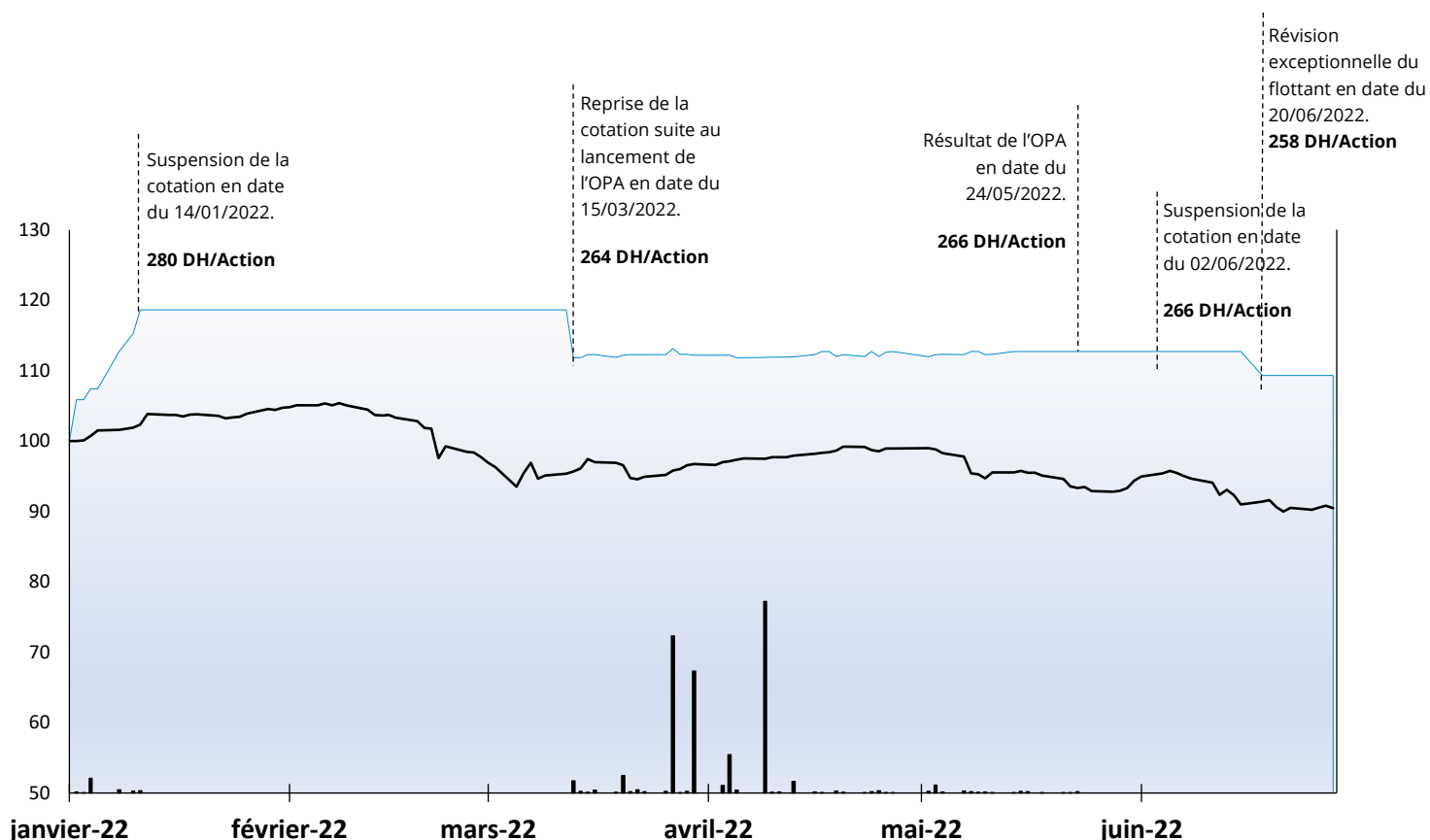
Arrêté suite à l'AGO du 08 juin 2022	Nbre d'actions	%
Suez Groupe SAS	4.080.000	51%
Vigie 50 SAS	3.792.887	47%
Flottant	127.113	2%
Total	8.000.000	100%

Suez Groupe SAS : Filiale de Veolia Environnement

Vigie 50 SAS : Filiale de Veolia Environnement

Veolia Environnement : Multinationale française, chef de file mondial des services collectifs. Veolia commercialise des services de gestion du cycle de l'eau, gestion et valorisation des déchets et gestion de l'énergie à une clientèle composée de collectivités locales et d'entreprises

EVOLUTION DU COURS LYDEC VS EVOLUTION DU MASI DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2022 (BASE 100)



Comptes sociaux semestriels de Lydec au 30 juin 2022

30 juin 2022

31 décembre 2021

Bilan Actif - en dirhams	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
I - A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE	32 040 934 967,40	18 216 968 119,31	13 823 966 848,09	14 014 788 064,42
Immobilisations terminées				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 500 963 547,30	350 793,48	1 645 504,01
Immobilisations financées par fonds de travaux	6 369 447 141,83	3 247 848 691,03	3 121 598 450,80	2 744 012 575,96
Immobilisations financées par LYDEC	9 881 916 320,67	6 502 616 296,58	3 379 300 024,09	3 449 434 394,63
Immobilisations financées par les tiers	2 371 617 859,69	1 638 610 969,50	733 006 890,19	726 387 891,29
Immobilisations reçues gratuitement	5 459 395 574,95	2 326 928 614,90	3 132 466 960,05	3 253 453 132,28
Immobilisations en cours				
Immobilisations en cours financées par Fonds de travaux	2 117 781 861,47		2 117 781 861,47	2 400 031 958,95
Immobilisations en cours financées par Lydec	414 507 875,48		414 507 875,48	459 157 178,90
Immobilisations en cours financées par les Tiers	834 646 339,09		834 646 339,09	808 815 529,09
Fonds de retraite	90 307 653,44		90 307 653,44	171 849 899,31
I - B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE	11 550 062 147,98	8 275 277 312,52	3 274 784 835,46	3 524 864 431,61
Immobilisations en non valeur	461 728 127,78	437 797 734,11	23 930 393,67	29 516 562,14
Frais préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	461 728 127,78	437 797 734,11	23 930 393,67	29 516 562,14
Prime de remboursement des obligations	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	10 425 404 280,06	7 225 451 542,20	3 199 952 737,86	3 434 955 986,21
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61	-	-
Brevet, marques, droits , et valeurs similaires	128 431 737,30	111 537 371,33	16 894 365,97	20 439 210,75
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Financement délégataire)	10 296 424 196,15	7 113 365 824,26	3 183 058 371,89	3 414 516 775,46
Immobilisations corporelles	661 515 789,11	612 028 036,21	49 487 752,90	58 828 664,10
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	1 085 566,13	63 599,28	71 549,20
Matériel et outillage	351 621 404,50	328 581 929,55	23 039 474,95	27 271 464,39
Matériel de transport	70 891 650,03	64 656 268,41	6 235 381,62	7 180 381,32
Matériel mobilier de bureau	47 592 469,22	46 540 009,49	1 052 459,73	1 050 436,78
Matériel informatique	175 862 748,91	156 765 911,59	19 096 837,32	23 254 832,41
Autres immobilisations corporelles	14 398 351,04	14 398 351,04	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Immobilisations financières	1 413 951,03	-	1 413 951,03	1 563 219,16
Prêts et créances immobilisées	1 413 951,03	-	1 413 951,03	1 563 219,16
Titres de participation	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-
Diminution des créances financières	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	-	-	-	-
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC & DP	43 590 997 115,38	26 492 245 431,83	17 098 751 683,55	17 539 652 496,03
II - ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)				
Stocks (F)	49 681 807,54	9 695 349,77	39 986 457,77	28 966 125,10
Matière et fournitures consommables	49 681 807,54	9 695 349,77	39 986 457,77	28 966 125,10
Créances de l'Actif Circulant (G)	4 344 106 315,27	702 880 065,31	3 641 226 249,96	3 327 160 497,02
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	270 927,59		270 927,59	5 305 234,00
Clients et comptes rattachés	3 372 812 902,11	682 800 396,27	2 690 012 505,84	2 462 068 116,73
Consommations	1 268 999 634,58		1 268 999 634,58	1 331 830 503,79
Travaux	147 031 477,72		147 031 477,72	104 623 274,64
Clients Factures à établir	613 405 750,33		613 405 750,33	515 259 446,75
Autres Clients	275 641 722,72		275 641 722,72	342 143 425,44
Provisions Créances douteuses et avoirs à émettre	-	393 931 225,38	-	378 931 225,40
Personnel débiteur	46 255 762,88		46 255 762,88	48 420 862,33
Etat débiteur	250 045 058,70		250 045 058,70	220 278 953,51
Comptes d'associés débiteurs	-	-	-	-
Autres débiteurs	586 494 307,27	20 079 669,04	566 414 638,23	544 160 672,31
Lydec Services	44 634,21		44 634,21	46 058 026,86
CUC - Pensions payées	336 129 003,91		336 129 003,91	319 520 479,49
Débiteurs RAD	2 070 258,39		2 070 258,39	2 070 258,39
Débiteurs RCAR	-		-	-
Débiteurs divers	139 840 977,57	21 829 097,04	118 011 880,53	119 375 834,02
Comptes de régularisation actif	88 227 356,72		88 227 356,72	46 926 658,14
Titres et Valeurs de Placement (H)	804 104 224,20	-	804 104 224,20	905 537 315,41
Bons de Trésor (Fonds de Travaux)	724 000 000,00		724 000 000,00	620 000 000,00
Placements LYDEC	80 104 224,20		80 104 224,20	285 537 315,41
Ecart de Conversion actif circulant (I)	-	-	394,17	8 112,58
(Elément circulants)	394,17		394,17	-
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)	5 197 891 952,84	712 575 415,08	4 485 316 537,76	4 261 672 050,11
Tresorerie - Actif				
Chèques et Valeurs à encaisser	102 034 429,77	5 367 911,18	96 666 518,59	256 133 128,37
Fonds externes	27 249 694,78		27 249 694,78	20 933 754,76
Banques	64 175 991,00		64 175 991,00	51 903 600,01
Caisses	1 403 348,59		854 358,16	123 484,08
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF	194 863 464,14	5 367 911,18	188 946 562,53	329 093 967,22
TOTAL GENERAL ACTIF	48 983 752 532,36	27 210 188 758,09	21 773 014 783,84	22 130 418 513,36

30 juin 2022

31 décembre 2021

Bilan Passif - en dirhams	Net	Montant net
I-DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE (I)	13 823 966 846,42	14 014 788 062,75
Financement Fonds de Travaux	12 988 543 343,03	12 710 088 674,19
Amortissement Financement Fonds de Travaux	- 7 748 812 238,33	- 7 564 398 636,32
Financement Délégateur	10 296 424 196,15	10 197 524 855,10
Amortissement Financement Délégateur	- 6 502 616 296,58	- 6 288 933 281,57
Financement Tiers	8 665 659 773,73	8 576 988 466,08
Amortissement Financement Tiers	- 3 965 539 584,40	- 3 788 331 913,42
Fonds de retraite	90 307 652,82	171 849 898,69
Emprunts obligataires financement retraite - Principal	1 693 635 644,81	2 003 700 644,81
Dette de l'Autorité Délégateur / CDG	- 1 693 635 644,81	- 2 003 700 644,81
Capitaux Propres (A)		
Capital Social	800 000 000,00	800 000 000,00
dont Capital souscrit non appelé	-	-
Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserve légale	80 000 000,00	80 000 000,00
Autre Réserves	168 626 872,34	168 626 872,34
Report à nouveau	719 986 279,91	716 561 540,38
Résultat net en instance d'affectation	-	-
Résultat net de l'exercice	- 9 998 762,24	67 424 739,53
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	1 758 614 390,01	1 832 613 152,25
Capitaux Propres Assimilés (B)	5 047 174,34	5 047 174,34
Subventions d'Investissement	5 047 174,34	5 047 174,34
Provisions réglementées	-	-
Comptes de liaison	-	-
Dettes de Financement (C)	1 748 102 763,30	1 787 373 917,12
Emprunts Obligataires	720 000 000,00	720 000 000,00
Emprunts Commerciaux	430 586 132,97	488 020 368,63
Dépôts de Garantie Clientèle	597 516 630,33	579 353 548,49
Provisions Durables pour Risques et Charges (D)		
Ecarts de conversion Passif (E)	-	-
Augmentation des créances immobilisées	-	-
Diminution des dettes de financement	-	-
TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)	17 335 731 174,07	17 639 822 306,46
II-PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)		
Dettes passif circulant (F)	4 196 037 567,21	4 014 920 110,33
Fournisseurs et Comptes rattachés	2 009 044 399,04	1 982 781 093,55
Clients créditeurs, Avances et Acomptes	283 762 756,53	282 457 684,79
Personnel	64 848 423,61	67 860 687,35
Organismes Sociaux	10 977 500,86	19 608 920,25
Etat	694 265 976,03	784 535 928,83
Comptes d'Associés Crédeurs	-	-
Fonds de Travaux	536 515 086,79	334 175 684,67
Autres Créanciers	90 600 875,96	98 605 506,93
Comptes de régularisation Passif	506 022 548,39	444 894 603,96
G-Autres Provisions pour Risques et Charges (G)	104 794 988,53	94 700 773,29
H-Ecarts de Conversion Passif Circulant (H)	-	29 458,35
TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F + G + H)	4 300 832 555,74	4 109 650 341,97
Trésorerie - Passif		
Crédits d'escompte		
Crédits de Trésorerie		
Banques (Soldes Crédeurs)	136 451 054,03	380 945 864,93
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF	136 451 054,03	380 945 864,93

Compte de Produits et de Charges (CPC)

Compte de produits et charges - en dirhams	30 juin 2022	30 juin 2021
I - PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises (en l'etat)	3 100 148 869,13	3 086 847 007,98
Ventes de biens et services	510 040 165,22	369 432 198,92
Variation de stocks de produits	-	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	44 612 692,86	50 875 834,59
Subventions d'exploitation	-	-
Autres produits d'exploitation	-	-
Reprises d'exploitation : Transfert de charges	43 595 693,72	41 537 687,08
TOTAL I	3 698 397 420,93	3 548 692 728,57
II - CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats revendus de marchandises	2 169 907 621,12	2 136 568 267,87
Achats consommés de matières et fournitures	490 834 665,44	384 123 915,36
Autres charges externes	155 069 442,52	148 942 547,80
Impôts et taxes	4 702 049,96	3 401 207,70
Charges de personnel	414 531 413,95	414 202 356,60
Autres charges d'exploitation	1 300 000,00	300 000,00
Dotations d'exploitation	410 132 929,84	388 499 956,44
TOTAL II	3 646 478 122,83	3 476 038 251,77
III - RESULTAT D'EXPLOITATION III =(I-II)	51 919 298,10	72 654 476,80
IV - PRODUITS FINANCIERS		
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-
Gains de change	1 263 886,78	-
Intérêts et autres produits financiers	1 152 204,69	1 495 007,38
Reprises financières : transfert de charges	1 712 003,78	2 177 327,81
TOTAL IV	4 128 095,25	3 672 335,19
V - CHARGES FINANCIERS		
Charges d'intérêts	24 162 271,81	29 019 899,42
Perte de change	1 052 936,04	87 514,63
Autres charges financières	44,10	-
Dotations financières	-	-
TOTAL V	25 215 251,95	29 107 414,05
VI - RESULTAT FINANCIER VI=(IV-V)	- 21 087 156,70	- 25 435 078,86
VII - RESULTAT COURANT	30 832 141,40	47 219 397,94
VIII - PRODUITS NON COURANT		
Produits des cessions d'immobilisation	102 083,33	17 000,00
Subvention d'équilibre	-	-
Reprises sur subvention d'investissement	-	-
Autres produits non courant	1 531 548,48	1 209 141,67
Reprises non courantes: Transferts de charges	-	-
TOTAL VIII	1 633 631,81	1 226 141,67
CHARGES NON COURANTES		
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédés	2 053,34	14 943,34
Subvention accordées	-	-
Autres charges non courantes	10 318 065,38	8 037 622,34
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	-	-
TOTAL IX	10 320 118,72	8 052 565,68
X - RESULTAT NON COURANT X = (VIII-IX)	- 8 686 486,91	- 6 826 424,01
XI - RESULTAT AVANT IMPOTS XI = (VII-X)	22 145 654,49	40 392 973,93
XII - IMPOTS SUR LES RESULTATS	32 144 416,73	32 547 646,25
XIII - RESULTAT NET XIII = XI-XII	- 9 998 762,24	7 845 327,68
XIV - Total des produits XIV = I + IV + VIII	3 704 159 147,99	3 553 591 205,43
XV - Total des charges XV = II + V + IX + XII	3 714 157 910,23	3 545 745 877,75
XVI - Resultat net XVI = XIV - XV	- 9 998 762,24	7 845 327,68

Etat des Soldes de Gestion (ESG)

Tableau de Formation des Résultats (TFR) - en dirhams		30 juin 2022	30 juin 2021
1	+ Ventes de Fluides	3 100 148 869,13	3 086 847 007,98
2	- Achats de Fluides	2 169 907 621,12	2 136 568 267,87
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	930 241 248,01	950 278 740,11
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	554 652 858,08	420 308 033,51
3	Ventes de biens et services produits	510 040 165,22	369 432 198,92
4	Variation de Stocks	-	-
5	Immobilisations Produites	44 612 692,86	50 875 834,59
III	- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	645 904 107,96	533 066 463,16
6	Achats consommés de matières et de fournitures	490 834 665,44	384 123 915,36
7	Autres Charges externes	155 069 442,52	148 942 547,80
IV	= VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	838 989 998,13	837 520 310,46
8	+ Subventions d'exploitation reçues	-	-
9	- Impôts et Taxes	4 702 049,96	3 401 207,70
10	- Charges de Personnel	414 531 413,95	414 202 356,60
V	= Excédent Brut d'exploitation (E B E)	419 756 534,22	419 916 746,16
	= Insuffisance Brute d'exploitation (I B E)		
11	+ Autres produits d'exploitation	-	-
12	- Autres charges d'exploitation	1 300 000,00	300 000,00
13	+ Reprises d'exploitation : Transfert de Charges	43 595 693,72	41 537 687,08
14	- Dotations d'exploitation	410 132 929,84	388 499 956,44
VI	= RESULTAT D'EXPLOITATION	51 919 298,10	72 654 476,80
VII	RESULTAT FINANCIER	- 21 087 156,70	- 25 435 078,86
VIII	= RESULTAT COURANT	30 832 141,40	47 219 397,94
IX	RESULTAT NON COURANT	- 8 686 486,91	- 6 826 424,01
15	- Impôts sur les Sociétés	32 144 416,73	32 547 646,25
X	= RESULTAT NET DE L'EXERCICE	9 998 762,24	7 845 327,68

0,000 - 0,000

II - Capacité d'AutoFinancement (CAF) - en dirhams		30 juin 2022	30 juin 2021
1	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	- 9 998 762,24	7 845 327,68
	+ Bénéfice		
	- Perte	- 9 998 762,24	7 845 327,68
2	+ Dotations d'exploitation	350 299 200,60	341 032 620,34
3	+ Dotations Financières		
4	+ Dotations non courantes	-	-
5	- Reprises d'exploitation	-	-
6	- Reprises financières		
7	- Reprises non courantes		
8	- Produits des cessions d'immobilisations	- 102 083,33	- 17 000,00
9	+ Valeurs nettes d'amort immobilisations cédées	2 053,34	14 943,34
I	Capacité d'AutoFinancement (CAF)	340 200 408,37	348 875 891,36
10	Distribution de Bénéfices	64 000 000,00	
II	Autofinancement	276 200 408,37	348 875 891,36

Tableau de Financement (TF)

Synthèse des masses du bilan - en dirhams	30 juin 2022	31 décembre 2021	EMPLOIS	RESSOURCES
FINANCEMENT PERMANENT	17 335 731 174,07	17 639 822 306,46	304 091 132,39	-
ACTIF IMMOBILISE	17 098 751 683,55	17 539 652 496,03	-	440 900 812,48
FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (A)	236 979 490,52	100 169 810,43	-	136 809 680,09
ACTIF CIRCULANT	4 485 316 537,76	4 261 672 050,11	223 644 487,65	-
PASSIF CIRCULANT	4 300 832 555,74	4 109 650 341,97	-	191 182 213,77
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B)	184 483 982,02	152 021 708,14	32 462 273,88	-
TRESORERIE NETTE (A-B)	52 495 508,50	51 851 897,71	104 347 406,21	-

EMPLOIS ET RESSOURCES	30 juin 2022		31 décembre 2021	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I - RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		276 200 408,37		761 860 215,65
Capacité d'autofinancement		340 200 408,37		761 860 215,65
Distribution de bénéfices	-	64 000 000,00		
CESSION ET REDUCTION D'IMMOBILISAT (B)		363 351,46		179 167,68
Cession d'immobilisations incorporelles				
Cession d'immobilisations corporelles		102 083,33		36 100,00
Cession d'immobilisations financières		261 268,13		143 067,68
Récupération sur créances immobilisées				
AUGMENT DES CAPITX PROPRES ASSIMIL (C)				
Augmentation du capital				
Augmentation des réserves				
Subventions d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		35 503 908,64		67 154 986,47
Dépôts de garantie		35 503 908,64		67 154 986,47
Emprunt à long terme				
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		312 067 668,47		829 194 369,80
II - EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISIT, AUGMENTAT D'IMMOBILISAT (E)	100 482 925,92		406 179 667,58	
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 471 584,87		19 819 813,61	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	98 899 341,05		386 359 853,97	
Augmentation d'immobilisations en cours	-			
Acquisition d'immobilisations financières	112 000,00			
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	74 775 062,46		324 518 970,39	
Dépôts de garantie	17 340 826,80		32 539 339,02	
Emprunt à long terme	57 434 235,66		291 979 631,37	
ACQUISIT D'IMMOBILISAT EN NON VALEUR (H)			11 157 233,00	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	175 257 988,38		741 855 870,97	
III VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL	32 462 273,88		86 480 422,51	
IV VARIATION DE LA TRESORERIE	104 347 406,21		858 076,32	
TOTAL GENERAL	312 067 668,47	312 067 668,47	829 194 369,80	829 194 369,80

Activités de l'entreprise

Créée en 1995, Lydec gère la distribution d'eau et d'électricité, la collecte des eaux usées et pluviales ainsi que l'éclairage public pour 5 millions d'habitants de la Région du Grand Casablanca (Maroc) dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée signé en 1997, pour une durée de 30 ans, entre l'Autorité Délégante (Communes de Casablanca, Mohammedia et Aïn Harrouda), l'Autorité de tutelle (le ministère de l'Intérieur) et le Déléguataire (Lydec). Le contrat arrive à échéance en 2027.

Principales méthodes d'évaluation

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
I - ACTIF IMMOBILISE A - EVALUATION A L'ENTREE 1 - Immobilisations en non - valeurs 2 - Immobilisations incorporelles 3- Traitement comptable de la concession Depuis 1997, la date d'entrée en vigueur de la concession de service public dont bénéficie Lydec, les Le traitement comptable de la concession se détaille comme suit : 3.1 Actif immobilisé du domaine concédé 3.2 Biens de retour mis dans la concession par Lydec 3.3 Biens de reprise mis en concession par Lydec 4. Immobilisations corporelles 5. Immobilisations financières B - CORRECTIONS DE VALEUR 1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation 2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Les immobilisations en non valeurs sont comptabilisées conformément aux normes comptables. Elles Les immobilisations incorporelles comprennent : Cette rubrique du bilan reprend, en contrepartie de la rubrique « droit de l'autorité concédante » figurant au Selon le contrat de concession, ces biens sont remis au concédant gratuitement à la fin de la Les biens de reprise ne faisant pas partie du domaine concédé et apportés par Lydec sont comptabilisés Les immobilisations corporelles du domaine privé comprennent à la fois des biens propres et les biens de Les immobilisations financières représentent les prêts accordés au personnel, les dépôts et N/A Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
II - ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie) A - EVALUATION A L'ENTREE 1. Stocks 2. Créances 3. Titres et valeurs de placement B - CORRECTIONS DE VALEUR 1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation des créances clients 2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	CUMP Valeur nominale Valeur nominale La provision pour dépréciation des créances clients est calculée en distinguant : Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
III - FINANCEMENT PERMANENT 1. Méthodes de réévaluation 2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées 3. Dettes de financement permanent 4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges 5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	N/A N/A Valeur d'émission de l'emprunt Evaluation individuelle du risque
IV - PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie) 1. Dettes du passif circulant 2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques & charges 3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Valeur nominale de la dette Evaluation individuelle du risque Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
V - TRESORERIE 1. Trésorerie - actif 2. Trésorerie - passif 3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Valeur nominale Valeur nominale N/A
VI - ECOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES - VENTES DE FLUIDES - VENTES DE TRAVAUX	Le chiffre d'affaires relatif à la vente de fluides (eau et électricité) est comptabilisé sur la base de la relève Le chiffre d'affaires et la marge relatifs aux travaux facturables aux tiers sont comptabilisés à l'avancement
VII - EMPRUNTS OBLIGATAIRES DE L'AUTORITE DELEGANTE Méthode d'évaluation	Capital restant dû au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'autorité déléguée dans le cadre du financement de l'externalisation du régime de retraite du personnel statutaire. Ces emprunts sont portés dans la partie passif du domaine concédé (haut de bilan) en tant que droit de l'autorité déléguée.
VIII - DROITS A REVISION ECONOMIQUE	Les droits à révision économique sont comptabilisés après validation des montants par le Comité de Suivi et détermination de la date et des modalités de leur application (y compris l'effet rétroactif). Concernant les dossiers de révision 2011-2014 et 2018-2019, les parties au contrat de gestion déléguée ont acté le principe de traiter cette rétroactivité lors de la prochaine révision quinquennale.

Etat des dérogations

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE ,LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX		
II- DEROGATIONS AUX PRINCIPES DES METHODES D'EVALUATION COMPTABLES FONDAMENTAUX		
III- DEROGATIONS AUX REGLES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE		

Etat des provisions

Nature	Montant début exercice	Dotations			Reprises			Montant au 30 Juin 2022
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)								
4. Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	673.976.703,70	48.080.349,77			9.481.638,61			712.575.414,86
5. Autres Provisions pour risques et charges	94.700.773,29	11.753.379,47			1.659.164,23			104.794.988,53
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	5.367.911,18							5.367.911,18
SOUS TOTAL (B)	774.045.388,17	59.833.729,24			11.140.802,84			822.738.314,57
TOTAL (A+B)	774.045.388,17	59.833.729,24			11.140.802,84			822.738.314,57

Etat du Fonds de travaux

30-juin-21

30-juin-22

Solde du compte Fonds de Travaux :	332.699.283,57	536.515.086,79
------------------------------------	----------------	----------------


Fonctionnement du compte Fonds de Travaux

Lydec gère le compte Fonds de Travaux pour le compte et sous le contrôle de l'Autorité Délégante, sans impact sur le résultat, situation nette et patrimoine du délégataire. Les ressources de ce compte sont constituées des frais de raccordement aux réseaux et contribuent au financement des infrastructures pour répondre aux enjeux majeurs de développement du Grand Casablanca. L'ensemble des ouvrages financés par le Fonds de Travaux sont propriété de l'Autorité Délégante.


Les modalités de fonctionnement du compte Fonds de Travaux sont définies dans l'annexe 11-3 du contrat de gestion déléguée. Cette annexe précise notamment la nature des opérations au crédit et au débit de ce compte.

Situation du Fonds de Travaux vis-à-vis de l'Administration Fiscale

- Par courrier en date du 30 juin 2014, l'Administration Fiscale demande la fiscalisation des ressources de ce Fonds et le dépôt de déclarations d'Impôt sur les sociétés et de TVA séparées, estimées par celle-ci respectivement à 488 Mdhs et 325 Mdhs sur la période 2009-2012. Lydec et l'Autorité déléguée, en coordination étroite avec l'Autorité de tutelle, la Direction des Régies et des Services Concédés du Ministère de l'Intérieur, ont fait valoir auprès de l'Administration Fiscale et au regard des spécificités du Fonds de Travaux le caractère non-assujettissable du Fonds de Travaux à cette imposition.
- En date du 8 août 2014, après avoir consulté toutes les parties prenantes au contrat de gestion déléguée, Lydec a adressé une lettre de réponse à la Direction Régionale des impôts dans laquelle elle apporte les arguments à l'appui de cette analyse.
- Une réunion a été tenue avec la DRI sur le sujet en date du 04 novembre 2014. A la suite de cette réunion, une dernière note reprenant et complétant les arguments développés à l'appui de la position de la Lydec et de l'Autorité Délégante a été adressée à la DRI.
- Les échanges sont encourus entre l'Administration Fiscale et les parties prenantes au contrat de gestion déléguée.



Fidarc Grant Thornton
7, Boulevard Drais Siam
20100 Casablanca, Maroc



BDO Sarl
119, Bd Abdeloumen-
Elme Elage N° 39 Casablanca 20300

Aux Actionnaires
LYDEC.SA
Casablanca

Attestation d'examen limité sur la situation Intermédiaire de la société LYDEC S.A au 30 juin 2022

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société LYDEC SA comprenant le bilan, le compte de produits et charges et une sélection des notes annexes les plus significatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1.763.661.564,35 MAD dont une perte nette de 9.999.762,24 MAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur. Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le conseil d'administration le 15 septembre 2022, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Au 30 juin 2022, les créances nettes vis-à-vis de la clientèle « Bidonvilles » s'élevaient à MMAD 146 et sont majoritairement antérieures à 2022. Selon le management, compte tenu de la difficulté de mettre en œuvre les actions de recouvrement prévues par le contrat de gestion déléguée, notamment la coupure, ce fait des limitations définies par les autorités, une partie de cette créance sera recouvrée. L'autre partie de ces créances fait l'objet de discussions avec les Autorités, en particulier dans le cadre de la révision du Contrat de Gestion Déléguée, pour déterminer leurs modalités de recouvrement. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'issue de ces discussions et par conséquent sur le niveau de recouvrabilité de ces créances.

Sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus et sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LYDEC S.A arrêtés au 30 juin 2022, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

a) Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, LYDEC se trouve au 30 juin 2022 avec une créance envers le CUC d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. Le comité de suivi du 28 février 2019 a arrêté le montant de cette créance à MMAD 100,5 à rembourser à travers un compte dédié dont le financement reste à définir.


Dans le même cadre, LYDEC enregistre une créance nette envers l'Autorité Déléguée d'un montant de MMAD 357 au 30 juin 2022, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (REGORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR. Le comité de suivi, réuni le 27 avril 2018, a reconnu la créance correspondant aux versements effectués à la CNRA et a arrêté son montant au 31 décembre 2016 à MMAD 106.

b) La société fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt sur les revenus (IR) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au titre des exercices 2018 à 2020. A ce stade, nous ne nous sommes pas en mesure de déterminer l'impact qui découlerait de ce contrôle sur les comptes de la société.


c) L'information donnée dans l'état annexé « Etat des passifs éventuels » qui fait état de l'audit de la gestion déléguée 2012-2020 et de la révision contractuelle quinquennale.

Casablanca, 16 septembre 2022

Les Commissaires aux Comptes



Fidarc Grant Thornton
FIDARC GRANT THORNTON
Maroc - Fidarc Grant Thornton
Intermédiaire
7-64, Boulevard Drais Siam - Casablanca
Tél: 05 21 54 48 51 - Fax: 05 22 28 94 70
Faïçal MEKOUAR
Associé



BDO Sarl
BDO Sarl
Fidarc Grant Thornton
Intermédiaire
Casablanca 19 2-1
Amine BAAKILI
Associé

Liste des communiqués de presse publiés par l'émetteur

Document publié	Date de publication	Support
Indicateurs du deuxième trimestre 2022	30/08/2022	JAL - lydec.ma
Communiqué AGO du 08 juin et résultats des votes	10/06/2022	lydec.ma
Indicateurs du premier trimestre 2022	31/05/2022	JAL - lydec.ma
Avis de réunion valant avis de convocation à l'Assemblée Générale	09/05/2022	JAL - lydec.ma
Rapport financier annuel 2021 et communiqué de presse sur les résultats annuels	29/04/2022	JAL - lydec.ma
Indicateurs du 4ème trimestre 2021 et résultats annuels 2021	21/02/2022	JAL - lydec.ma

Contact analystes et investisseurs :

Ahmed REHANE Responsable Relations Investisseurs ahmed.rehane@lydec.co.ma 05 22 56 90 44

Contact médias :

Bouchra SABIB Chargée des Relations Médias bouchra.sabib@lydec.co.ma 05 22 54 90 22